



Fév. 2015

# La priorité à l'éducation ? Seule la lutte l'imposera !

**Austérité, inégalité, « rythmes scolaires », privatisation rampante, Peillon, Hamon, Valaud-Belkacem : les ministres se suivent mais la politique du gouvernement ne change pas.** Elle ne se différencie guère de celle de leurs prédécesseurs de droite sinon par des proclamations plus hypocrites et des mesures plus insidieuses.

**Où sont les 60.000 créations de poste** – pour seulement compenser les dégâts de Sarkozy -, l'une des rares promesses quantifiées du candidat Hollande en 2012 ? Au deux-tiers du quinquennat, il y aurait quelques milliers de personnels surtout précaires, après quelques recrutements d'urgence avant la rentrée 2012. Les chiffres du ministère parlent d'eux-mêmes. Rentrée 2012 : 841.700 enseignants dans le 1<sup>er</sup> et le 2<sup>nd</sup> degrés. Rentrée 2014 : 839.700. Rentrée 2012 : 12.140.900 élèves. Rentrée 2014 : 12.296.400 élèves. En deux ans, 2000 enseignants de moins pour 156.000 élèves de plus !

Le résultat déplorable se traduit arithmétiquement dans les académies. **A Paris, à la rentrée 2015, 50 fermetures de classe sont programmées.** En Seine-Saint-Denis, la situation est si critique que la ministre a dû annoncer 240 postes supplémentaires : même de quoi faire face au cinquième des besoins.

Les ravages de cette politique « d'austérité » se traduisent aussi dans les conditions de travail et de rémunération des personnels, de plus en plus rebutantes pour les jeunes vocations. Les paies sont gelées, les classes plus nombreuses et plus difficiles, les charges administratives en augmentation constante. Le gouvernement de « gauche » n'est revenu ni sur la loi Darcos, ni sur la loi Pécresse-LRU, sauf pour amputer d'un quart le traitement des professeurs débutants!

**L'affaiblissement de l'éducation nationale en moyens correspond au sabotage de ses missions.**

**L'obstination à imposer les nouveaux « rythmes scolaires » dans le primaire, contre tous les acteurs de la communauté éducative,** correspond à la volonté d'introduire des activités externalisées représentant un enseignement dévalué, inégal, au sein même de l'école.

**La réforme de l'éducation prioritaire, à moyens quasiment constants, répartit la pénurie, met en concurrence les territoires, les équipes, accroît la stigmatisation de certains secteurs.** Elle sert de poisson-pilote, contre l'ensemble du système éducatif, à des recrutements et des rémunérations au rabais (concours de deuxième zone, validation des « expériences », « expérimentation » de la bi-disciplinarité), à une dévalorisation des enseignements (réduits aux « fondamentaux »), à la généralisation des inégalités d'offres, en particulier en matière d'horaires.

**Cette politique est un contrepoint de la « réforme » territoriale.** Celle-ci chamboule la répartition des prérogatives sur les collèges et lycées. Départements et surtout régions jouent

plus que jamais le rôle de relais de l'austérité. Mais la voie est surtout ouverte à une régionalisation, féodalisation, du système, secondaire et supérieur, placé sous l'influence des milieux patronaux.

**La visée globale de la politique du gouvernement demeure, plus cohérente que jamais : affaiblir l'éducation nationale, favoriser l'intrusion des intérêts capitalistes, de favoriser le secteur privé dans toutes ses formes en marchandisant l'éducation.**

Le sommet de l'hypocrisie vient d'être atteint avec **l'utilisation des odieux attentats de Charlie-Hebdo pour susciter une campagne de dénigrement de l'éducation nationale** – NON, l'école n'est pas le terreau du terrorisme ! – leur instrumentalisation pour une mise au pas de l'école républicaine, une intimidation de ses acteurs, une mise sous tutelle de l'esprit critique qu'elle est censée dispenser.

**Des luttes pour l'école se développent partout, contre des fermetures de classe et d'école, contre la dégradation des conditions de travail.** Le mouvement contre les rythmes scolaires a été très large et prend de nouvelles formes. La révolte contre l'abandon de certains territoires, par exemple en banlieue, s'organise.

**La déception – pour ceux qui y avaient cru - devant les promesses non-tenues de Hollande ne doit pas nourrir la résignation.** Le seul moyen de changer les choses, c'est la lutte, la convergence des luttes. Il n'y a plus d'illusion électorale à se faire d'ici 2017. Mais **la campagne des élections départementales, puis – pendant la rentrée, celle des régionales – seront des moments importants pour souligner les véritables responsabilités.**

Communistes, plus que jamais, nous condamnons l'ensemble de cette politique dirigée contre l'éducation nationale.

Dans l'immédiat, dans l'urgence, nous exigeons des moyens, pour l'école et les personnels. **2 milliards d'euros par an peuvent être prélevés sur les budgets de la guerre à l'étranger.** Après les dégâts humains et politiques en Libye, Afghanistan, Irak ou en Afrique : rien ne peut plus les justifier.

Nous continuons à nous opposer, à Paris notamment, aux « rythmes scolaires », en exigeant des moyens nouveaux et une séparation étanche avec l'école.

Nous nous opposons frontalement à la « réforme » de l'éducation prioritaire, en demandant des moyens, en refusant toute restriction de zones concernées, tout enseignement au rabais.

Nous exigeons l'abrogation de la loi Darcos pour un véritable retour à une carte scolaire contraignante.

**La journée nationale de grève et de manifestation du 3 février a sonné la rentrée des luttes pour l'éducation nationale en 2015 !**

---

**Adhérez au PCF ! Organisez votre colère! Faites le choix de la lutte !**

NOM:.....Prénom.....

Adresse:.....

Téléphone/Courrier électronique:.....

RENOYER A PCF Paris 15, 130 rue Castagnary, 75015 PARIS, 01 48 28 60 05  
pcfparis15@orange.fr; <http://www.pcf-paris15.fr/>

